

6 Les espaces transfrontaliers français

Le point sur le programme et l'organisation du chapitre

Ce chapitre est la question spécifique sur la France du thème 3 « L'Union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes » traité au total en 12 à 14 heures. Il étudie la notion d'espace transfrontalier, dans le cadre du territoire français, métropolitain et ultramarin, et dans l'Union européenne. Les territoires transfrontaliers français sont variés en raison de leur localisation (métropole et territoires ultramarins) et de leur nombre. En fonction des discontinuités de part et d'autre des frontières, des projets communautaires et des freins, et des obstacles, par exemple naturels, ils sont plus ou moins dynamiques.

Ces espaces sont marqués par une intégration plus ou moins notable, caractérisée par des échanges, mobilités et coopérations transfrontalières inégaux (cartes pp. 224-225 et pp. 230-231). La coopération et les échanges transfrontaliers sont particulièrement dynamiques à la frontière franco-belge (étude de cas pp. 220-223), franco-allemande, franco-luxembourgeoise (exemple pp. 228-229) et à la frontière suisse (p. 243) où les discontinuités de part et d'autre des frontières et les réseaux de transports facilitent les flux. Ils sont beaucoup moins ambitieux à la frontière franco-italienne (exemple pp. 234-235), aux frontières guyanaises (pp. 236-237) ou à celles de la Réunion et de Mayotte (pp. 240-241), se réduisant souvent à des projets ponctuels. Il en résulte que les bassins de vie sont plus ou moins existants et actifs dans ces espaces transfrontaliers.

pp. 218-219 Photographies d'ouverture

Depuis 2017, un tram français relie Strasbourg à la ville allemande de Kehl, de l'autre côté du Rhin (photographie de gauche). Il facilite les mobilités transfrontalières en pénétrant sur 2 km à l'intérieur du territoire allemand. La ligne D du tramway de Strasbourg est la seule ligne transfrontalière du réseau, elle traverse la métropole pour relier la France à l'Allemagne. Le projet financé avec une participation importante des autorités allemandes débute en janvier 2017, le premier franchissement du Rhin a lieu le 3 février. Le 23 novembre 2018 est mise en service une seconde extension de 1,1 km jusqu'à la mairie de Kehl, avec deux stations supplémentaires. Le matériel roulant est désormais uniquement composé de Citadis, les Eurotrams n'étant pas homologués pour rouler en Allemagne. Cette liaison renforce encore le réseau dense de moyens de transports reliant la région Grand-Est à l'Allemagne, et donc la possibilité de réaliser des migrations de travail transfrontalières.

À la frontière franco-italienne (photographie de droite), les postes frontières ont disparu dans le cadre de l'Espace Schengen, mais la surveillance policière persiste en raison de trafics illicites et de l'arrivée de migrants clandestins en provenance d'Italie. L'espace transfrontalier avec l'Italie reste l'un des moins dynamiques notamment en raison de la barrière alpine, et si la partie la plus dynamique se situe sur le littoral au niveau de Vintimille, sa fermeture contribue encore à réduire son dynamisme. Les frontières internes de l'Espace Schengen, malgré les accords du même nom, sont plus ou moins ouvertes en fonction de l'importance des trafics illicites et des passages d'immigrants clandestins. Depuis 2015, la crise migratoire en Europe a contribué à fermer les frontières de certains pays.

pp. 220-223 Étude de cas

France-Belgique, un territoire transfrontalier dynamique

Réponses aux questions p. 221

Parcours 1

1. La frontière franco-belge est perméable car elle est équipée de nombreux points de passage, de routes qui traversent cette frontière et permettent de relier des agglomérations de part et d'autre de la frontière, notamment celle de l'eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Les points de passage sont moins nombreux lorsqu'on s'éloigne de cette agglomération transfrontalière.

2. Les flux concernent surtout les marchandises ; les mobilités sont celles des travailleurs, des consommateurs, les mobilités scolaires et d'enseignement supérieur ; les supports de ces flux sont très variés : routes, voies fluviales, réseaux ferroviaires.

3. Les flux entre la France et la Belgique sont dissymétriques pour les travailleurs, car en Belgique le taux de chômage est plus faible et les salaires plus élevés. Pour les flux de consommation, les avantages sont remportés par la France ; pour les questions sanitaires et sociales, la Belgique attire davantage que la France parce que les prestations sont plus adaptées à la demande et les structures plus petites ; pour ce qui est des flux scolaires, la Belgique attire également davantage car certaines écoles sont plus facilement accessibles, comme celles qui forment au métier d'infirmier. L'auteur dit que ce n'est pas une société transfrontalière, puisque les flux sont liés à des opportunités et non à une volonté de s'intégrer dans une société unifiée de part et d'autre de la frontière par une culture commune.

4. Les travailleurs recherchés par les employeurs belges sont surtout dans le secteur de l'industrie. La langue commune favorise l'emploi des travailleurs français en Belgique.

5. Les réseaux de transports sont les supports majeurs des mobilités et échanges car ils permettent aux hommes et aux marchandises de se déplacer.

Parcours 2

Flux et mobilités		
	France → Belgique	Belgique → France
Types	1. Flux de travailleurs 2. Flux sanitaires 3. Flux scolaires	Consommation sauf tabac
Facteurs favorables	1. Salaires plus élevés et moins de chômage 2. Structures sanitaires plus petites, listes d'attente moins longues 3. Accès plus facile aux écoles professionnalisantes	Qualité et coûts des produits ?

Bilan du parcours 1 ou 2

Plusieurs types de mobilités et d'échanges transfrontaliers se développent à la frontière franco-belge. D'abord des échanges de marchandises, qui empruntent les voies fluviales et terrestres. Il y a également les mobilités humaines qui ont des supports variés : routes, voies fluviales, voies ferrées. Les déséquilibres de mobilités sont dus aux discontinuités de part et d'autre de la frontière en termes de salaires et de chômage pour les travailleurs plus attirés par la Belgique, de facilité d'accueil dans les structures scolaires et hospitalières plus attractives en Belgique.

Réponses aux questions p. 222

Parcours 1

1. Les principaux axes de coopération transfrontalière encouragés par le programme INTERREG sont la recherche et innovation, le développement économique, l'environnement, la cohésion sociale.

2. Les acteurs de la coopération transfrontalière dans le GECT Lille-Kortrijk-Tournai sont les États, régions, départements, intercommunalités et 147 communes françaises et belges.

3. Les objectifs d'INTERREG et du GECT convergent sur le plan du développement économique, priorité de l'INTERREG, décliné en *clusters* et offres d'emploi dans le GECT ; et dans le domaine de l'environnement, priorité de l'INTERREG, avec la valorisation des transports peu polluants (voies d'eau et vélo) dans le GECT.

4. Le Parc naturel transfrontalier du Hainaut constitue une réalisation concrète des politiques de coopération

territoriale car il met en œuvre une politique globale de développement et d'aménagement, basée sur des chartes et permettant de mettre en place des circuits de randonnée, des échanges scolaires. Les facteurs qui ont favorisé cette coopération sont les continuités linguistique, démographique, et économique (industrie minière traditionnelle), la convergence de vues sur les parcs naturels habités et enfin le soutien accompagnant les programmes européens de la part de l'UE.

Parcours 2

La coopération transfrontalière encouragée par l'UE se décline à plusieurs échelles, et prend la forme de réalisations concrètes.

D'abord, elle se décline à l'échelle locale, avec des acteurs de proximité que sont les intercommunalités, mais aussi à des échelles plus larges, départements, régions, États. Au niveau européen, elle est assurée à l'échelle locale par des métropoles transfrontalières comme l'Eurométropole Lille-Tournai-Kortrijk, les programmes INTERREG qui regroupent plusieurs régions transfrontalières comme les Hauts-de-France, les régions Wallonie et Vlaanderen en Belgique, des organisations spécifiques comme le Parc transfrontalier du Hainaut.

Plusieurs axes sont privilégiés et connaissent des réalisations concrètes. D'abord la mobilité, qui consiste en un développement des réseaux de transports en commun plus intégrés, comprenant les voies d'eau, l'aménagement de pistes cyclables. Ensuite, l'axe socio-économique, qui développe des industries et s'attache à favoriser l'emploi transfrontalier et la cohésion sociale, ainsi que la recherche et l'innovation. Enfin l'axe environnemental qui permet une coopération dans les circuits de randonnée transfrontaliers, les échanges scolaires, comme dans le Parc naturel du Hainaut.

Bilan du parcours 1 ou 2

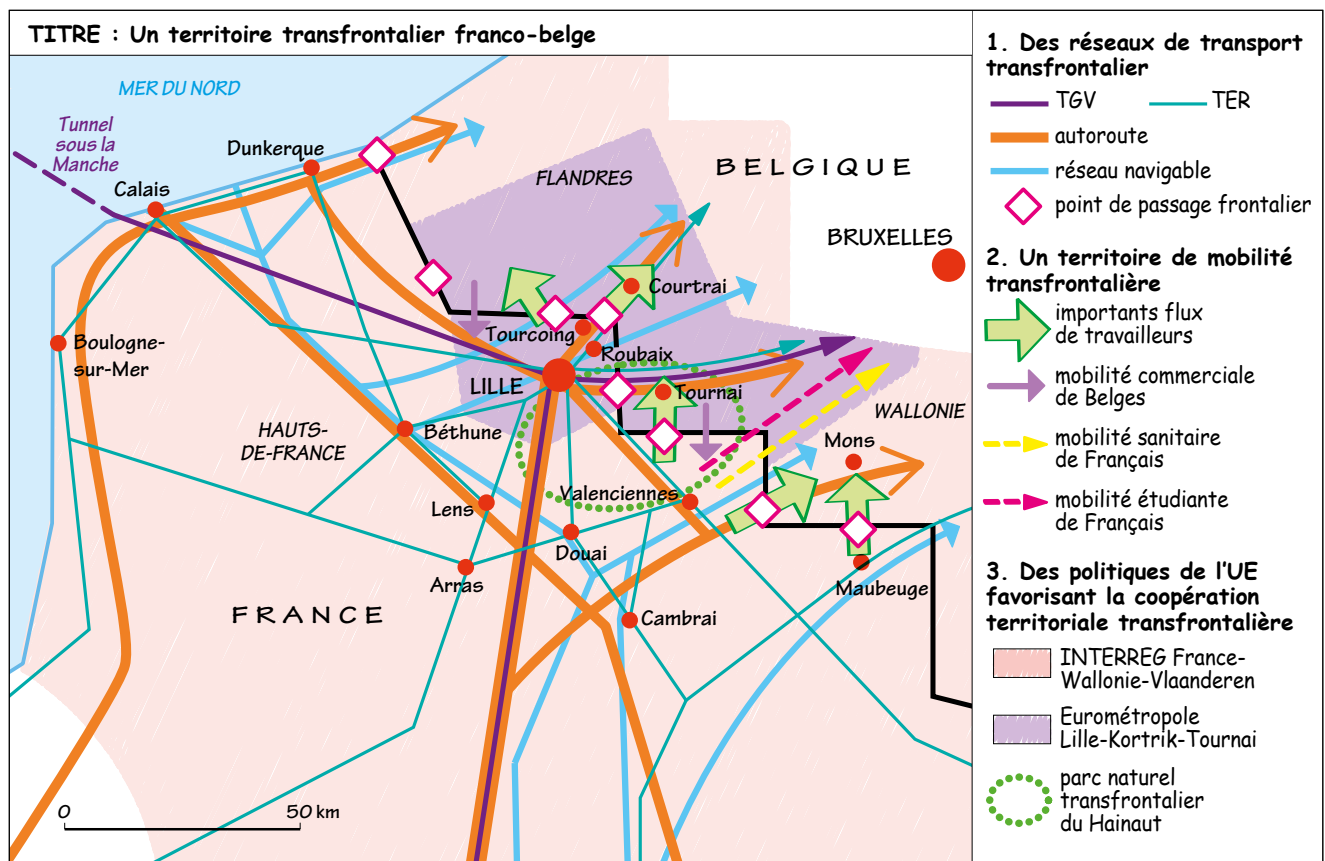
Les politiques transfrontalières de l'UE en faveur de la coopération transfrontalière sont variées, elles s'attachent à promouvoir la coopération dans les domaines variés de l'économie, la société, les transports et l'environnement.

Elles s'organisent dans les INTERREG qui croisent plusieurs régions transfrontalières, les GECT à une échelle plus locale, comme celle de l'Eurométropole Lille-Tournai-Kortrijk, ou le Parc naturel du Hainaut. Elles regroupent aussi des acteurs nationaux comme les États, régions, départements ou intercommunalités. Ces institutions et programmes tentent de lever les barrières linguistiques ou techniques.

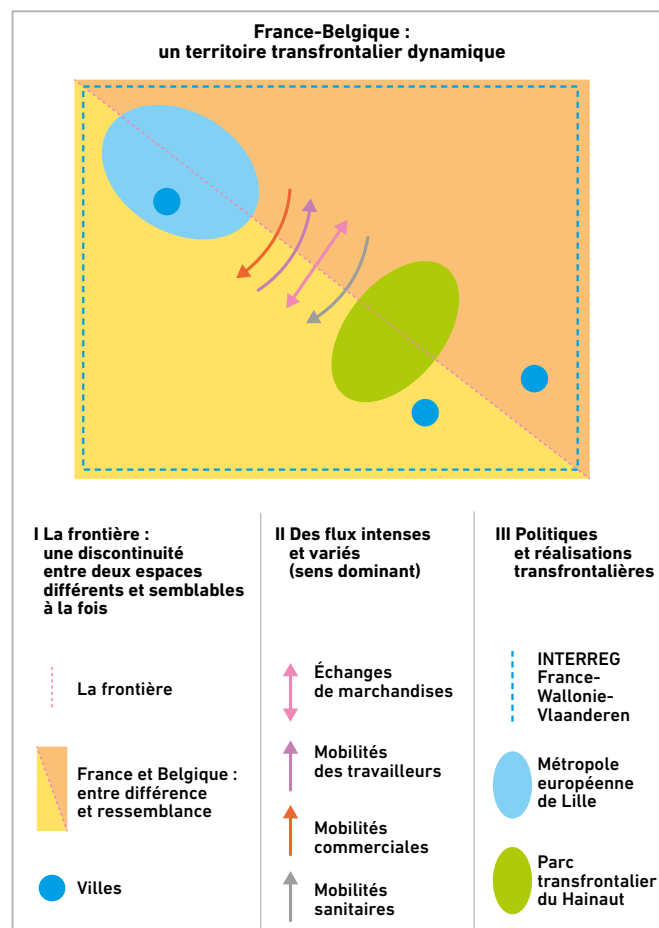
Les priorités socio-économiques développent les volets de recherche et cohésion sociale, en s'attachant à la coopération dans l'emploi transfrontalier. Celles portant sur l'environnement organisent des coopérations visant à préserver et exploiter les espaces naturels, comme le Parc naturel du Hainaut. La politique de rapprochement transfrontalier passe aussi par l'aménagement de réseaux de transports intégrés.

Faire le bilan de l'étude de cas p. 223

Compléter le croquis



Compléter un schéma



Mobilités et échanges transfrontaliers**Réponses aux questions**

1. Les pays frontaliers qui sont les plus attractifs pour les travailleurs français sont le Luxembourg et la Suisse, dans une moindre mesure la Belgique et l'Allemagne.
2. Les caractéristiques favorables du pays limitrophe peuvent être la croissance de l'emploi ou le dynamisme emploi-population.
3. L'observation de ce qui se passe dans et autour de la bande de 25 km autour de la frontière permet de répondre à cette question. Le Luxembourg et la Suisse apparaissent comme les territoires les plus attractifs puisque la part des résidents français dans l'emploi y est particulièrement forte. Côté français, le long des frontières franco-luxembourgeoise et suisse, mais aussi au-delà de la bande de 25 km, les travailleurs frontaliers sont très nombreux dans la population active. L'attractivité de ces pays est telle qu'elle s'exerce sur les travailleurs français dans des proportions importantes, même lorsqu'ils résident à des distances de la frontière supérieures à 25 km.
- 7.

	Intensité des flux	Type de discontinuités
Frontière franco-belge	faible	croissance résidentielle, emplois
Frontière franco-luxembourgeoise	forte	croissance résidentielle, emplois
Frontière Lorraine-Allemagne	faible	croissance de l'emploi
Frontière Alsace-Allemagne	forte	croissance résidentielle, emplois
Frontière franco-suisse	forte	croissance résidentielle, emplois
Frontière franco-italienne	faible	peu de discontinuités
Cœur de la frontière franco-espagnole		plus forte baisse d'emploi et déprise démographique en Espagne

Grand-Est, les flux transfrontaliers de la région Grand-Est**Réponses aux questions p. 229****Parcours 1**

1. Les pays les plus attractifs pour les travailleurs français sont le Luxembourg et la Suisse, dans une moindre mesure, la Belgique et l'Allemagne. La proximité de villes riches et dynamiques à la frontière (Luxembourg, Bâle) explique ces différences d'attractivité.
2. Strasbourg est un bassin d'emplois importants alors que la Lorraine est marquée par une déprise industrielle due à la fermeture des mines de Lorraine, et donc par un chômage important ; les habitants sont donc attirés par les bassins d'emplois de l'autre côté de la frontière, où la ville de Luxembourg polarise les échanges.
3. L'une comme l'autre sont bilingues, exercent des acti-

vités tertiaires à 25 km. À cet égard, la comparaison avec ce qui se passe de part et d'autre de la frontière belge est éclairante : non seulement la part des travailleurs français dans la population active est plus faible, ce qui signale une attractivité moindre, mais en plus, les travailleurs frontaliers résident à des distances moindres de la frontière en règle générale.

4. Lorsqu'une ville est proche de la frontière, elle a tendance à attirer des flux (polarisation). Exemples : Luxembourg, Genève. Cela correspond à l'intégration par polarisation.

5. Les différents types de discontinuités concernent l'emploi, en croissance ou en baisse, la croissance résidentielle ou la déprise démographique, ces différents types se combinant entre eux de façon variable. On pourra prendre quelques exemples de discontinuités fortes comme les abords de la frontière entre la France et le Luxembourg avec côté français une croissance résidentielle avec baisse de l'emploi/côté luxembourgeois une croissance résidentielle avec forte hausse de l'emploi.

6. Les frontières ne se caractérisent pas toutes par des discontinuités, certaines frontières sont moins marquées par les discontinuités : France/Espagne et France/Italie.

vités tertiaires « délocalisables » et prêtes à une mobilité transfrontalière. La frontière est présentée comme ouverte et une forte opportunité en termes d'emplois.

4. Dans certains pays, il y a des facilités pour les jeunes travailleurs : terminer sa journée plus tôt, ce qui est pratique lorsqu'on a des enfants en bas âge, avoir des chances d'embauche à la sortie des études.

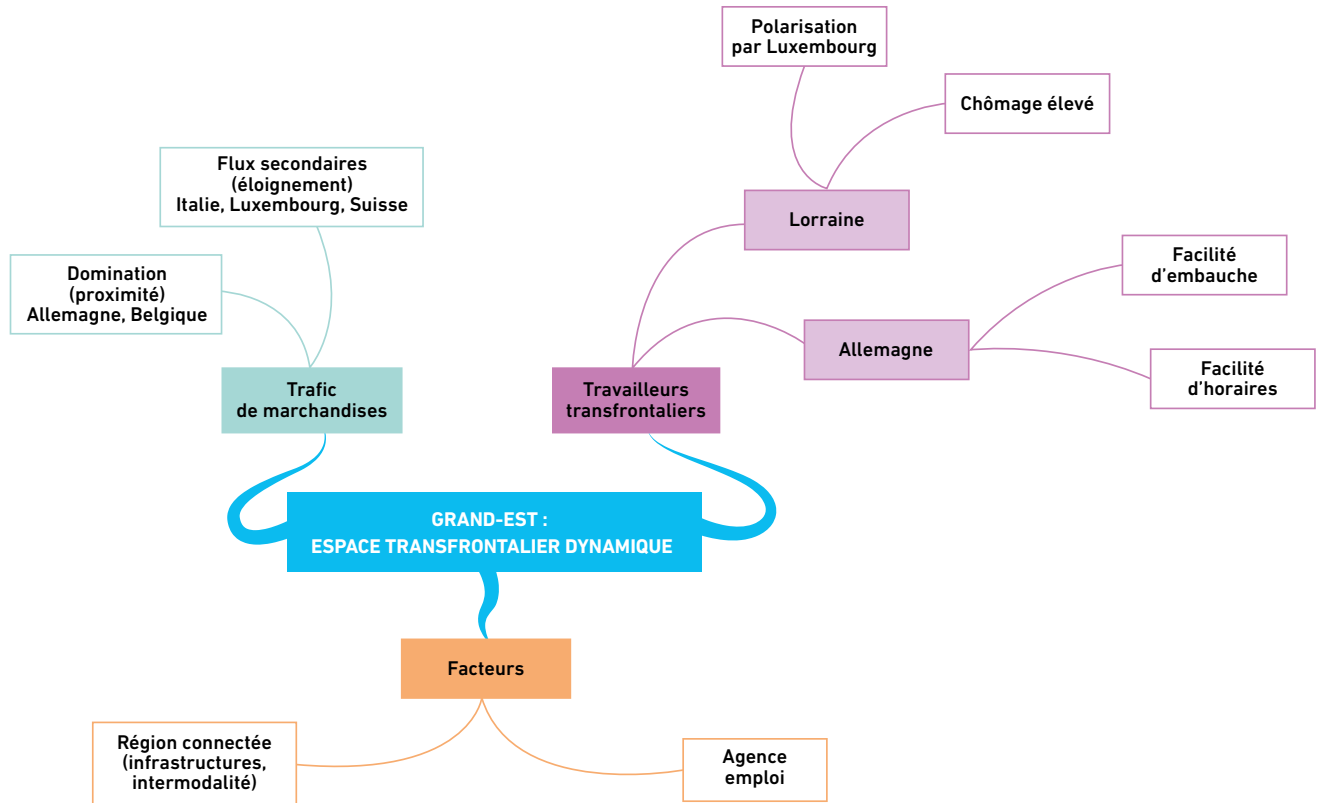
5. Des services franco-allemands de recrutement existent depuis 2013, avec le Pôle Emploi et l'Agence fédérale pour l'emploi (*Bundesagentur für Arbeit*) qui coopèrent : échanges d'offres et de profils, organisation de rencontres-recrutements, ateliers à Pôle Emploi et dans les lycées professionnels, etc.

6. Les caractéristiques des infrastructures de transport sont variées. Les voies terrestres, représentant 74 % du trafic, sont constituées d'autoroutes reliant en particulier les grandes agglomérations. Elles irriguent densément toute la région Grand-Est et s'orientent vers l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg. Ces routes sont reliées

aux voies ferrées, représentant 5% seulement du trafic, denses également, par des plateformes multimodales. Contrairement aux routes, les voies ferrées ne semblent pas se poursuivre de l'autre côté des frontières. Les plateformes multimodales sont aussi reliées aux voies navigables, représentant 21 % du trafic, qui relie natu-

rellement la France, à l'Allemagne (Rhin, Moselle), au Luxembourg (Moselle) et à la Belgique (Meuse). La part globale des pays limitrophes dans le trafic international de marchandises français de la Région Grand-Est est de 85 %, ce qui laisse peu de place aux échanges extra-UE.

Parcours 2



Bilan du parcours 1 ou 2

Les flux de marchandises sont inégalement développés : les pays situés à proximité immédiate (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) sont ceux qui dominent dans les échanges (avec respectivement 36, 20, 13 % du trafic international de la région), certains pays plus éloignés ont un rôle secondaire (Italie, 8%, Luxembourg, 5% et Suisse, 3%).

Les flux de travailleurs transfrontaliers sont également inégaux, et dépendent de l'importance des discontinuités de part et d'autre de la frontière. Ils sont supérieurs en Lorraine où la ville de Luxembourg, bassin d'emplois important, polarise les flux de travailleurs en provenance de cet espace en déprise industrielle et marqué par un chômage élevé. Ils sont moins importants autour de Strasbourg qui constitue un bassin d'emplois et attire donc les travailleurs. Mais l'Allemagne joue un rôle important, attirant notamment des jeunes grâce à une facilité d'embauche et une souplesse horaire supérieures à la France.

L'importance de ces deux types de flux transfrontaliers s'explique par la bonne connexion de cette région à l'espace européen, grâce aux moyens de communication

et voies de transports (voies ferrées, voies navigables, autoroutes) et à leur connexion par les plateformes multimodales comme à Nancy-Port et Champigneulle. L'existence d'une agence pour l'emploi transfrontalier participe à rendre également plus facile l'embauche de l'autre côté de la frontière. La région Grand-Est bénéficie donc d'une situation favorable et de facilités organisées par différents acteurs qui en font un espace transfrontalier dynamique.

pp. 230-231 Carte

Les programmes de coopération européens

Réponses aux questions

1. Les régions françaises concernées par le programme INTERREG V sont les Hauts-de-France, la Normandie, la Bretagne, l'Occitanie, la Région Sud, Auvergne-Rhône-Alpes, la Bourgogne-Franche-Comté, le Grand-Est.
2. Les régions françaises où se situent les GECT sont les Hauts-de-France, le Grand-Est, la Bourgogne-Franche-Comté, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Région Sud, l'Occitanie, la Nouvelle-Aquitaine.

3.

	Espaces transfrontaliers entre France et						
	Belgique	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Italie	Espagne	Royaume-Uni
INTERREG	– 2 Seas Meers Zeeen – France-Wallonie-Vlaanderen – Grande Région	– Grande Région	– Oberrein/Rhin supérieur – Grande Région	– France/Suisse	– Alcotra – Maritimo-It-Fr-Maritime	– POCTEFA	– 2 Seas Meers Zeeen – France (Channel Manche) England
GECT	– West Vlaanderen-Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale – Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai – Grande région	– Alzette-Belval – Grande région	– Eurodistrict SaarMoselle – Eurodistrict Strasbourg-Ortenau – Eurodistrict PAMINA – Eurodistrict région Freiburg/Centre et Sud Alsace – Eurodistrict Trinational de Bâle – Grande région	Eurodistrict Trinational de Bâle		– Eurorégion Pyrénées-Méditerranée – Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre – Pirineos-Pyrénées	
Intensité de la coopération transfrontalière	6 Forte	3 Moyenne	7 Forte	2 faible	2 faible	4 moyenne	2 faible

pp. 234-235 Exemple

France-Italie, la coopération transfrontalière

Réponses aux questions p. 235

Parcours 1

1. Les partenariats transfrontaliers existants dans ce territoire sont :

- Programme ALCOTRA (INTERREG)
- Espace Mont-Blanc (GECT)
- Conférence des Hautes-Vallées
- Riviera franco-italo-monégasque
- Programme Italie-France maritime (INTERREG)
- Parc européen Alpi-Maritime-Mercantour
- Parc marin international des Bouches de Bonifacio
- Eurorégion Alpes-Méditerranée

2. Les GECT sont moins importants dans cette région que dans le Grand-Est ou dans les Hauts-de-France par exemple. La coopération est moins active car une grande

partie de la Région Sud est rurale (arrière-pays) et montagneuse (Alpes). L'urbanisation n'est que ponctuelle, sur le littoral azuréen (Nice, Cannes, Monaco) et, de l'autre côté de la frontière avec Vintimille, la coopération rurale consiste dans des parcs naturels français et italiens.

3. La thématique est la coopération en matière de parc naturel, avec l'Espace Mont-Blanc qui intègre des scientifiques travaillant sur le changement climatique et ses conséquences. Cette thématique est liée à la situation de la région, et à la présence du massif montagneux alpin.

4. L'implication de la métropole Nice Côte d'Azur dans des projets transfrontaliers semble récente dans ce document car l'ensemble des projets datent de 2017-2018. Le programme INTERREG qui finance ces projets est le Programme Italie-France maritime.

5. Les thématiques de la coopération sont surtout liées à l'exploitation des ressources touristiques et en lien avec les risques naturels et le changement climatique, en relation avec la localisation méditerranéenne de la région.

Parcours 2

Coopération			
Doc.	Espaces	Thématiques	Limites et facteurs
Doc. 1	villes de la côte d'Azur, Vintimille, Monaco Espace Mont-Blanc	risques naturels et changement climatique	massif montagneux (Alpes) peu de travail transfrontalier
Doc. 2	Alpes, littoral méditerranéen	coopération maritime et parcs naturels	Méditerranée et montagne
Doc. 3	Parc du Mercantour (Alpes maritimes)	protection de l'environnement et tourisme durable	massif montagneux (Alpes)
Doc. 4	Métropole Nice-Côte d'Azur	développement territorial, renforcement du lien urbain-rural, innovation et soutien aux entreprises, développement durable et lutte contre le changement climatique, santé et inclusion sociale, jeunesse, culture et renforcement des réseaux numériques	littoral urbanisé
Doc. 5	Mont-Blanc	parc naturel, qui intègre des scientifiques travaillant sur le changement climatique et ses conséquences	situation de la région massif montagneux alpin.

Bilan du parcours 1 ou 2

La coopération transfrontalière sur la frontière franco-italienne se caractérise par :

– un moindre dynamisme comparé à d'autres régions transfrontalières. Les GECT y sont moins importants que dans le Grand-Est ou dans les Hauts-de-France par

exemple. Cela s'explique en partie par une urbanisation faible et ponctuelle, la Région Sud étant en grande partie rurale et montagneuse.

– des coopérations portant essentiellement sur la protection de l'environnement : parcs naturels, atlas Mont-Blanc, développement du tourisme durable...

pp. 238-241 Exercices Bac

Le schéma bilan du chapitre p. 238

Mobilités et échanges transfrontaliers	Politiques communautaires et dynamiques transfrontalières
Espaces de mobilité et d'échanges <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des flux transfrontaliers - Mobilités transfrontalières variées : professionnelles, résidentielles, commerciales, de loisirs - Flux de marchandises inégaux 	Enjeux et acteurs des politiques communautaires <ul style="list-style-type: none"> - Limiter les disparités entre régions de l'UE - Partenariats public/privé - INTERREG, FEDER, GECT, Eurorégions
Facteurs et impacts des mobilités et échanges <ul style="list-style-type: none"> - Libéralisation des échanges et monnaie unique, Espace Schengen - Discontinuités socio-économiques - Économies locales dynamisée mais hausse de l'immobilier 	Spécificités françaises dans la coopération transfrontalière <ul style="list-style-type: none"> - France moins bien placée que les États fédéraux à cause du centralisme - Renouvellement du cadre institutionnel : lois MAPTAM et NOTRe - Couple franco-allemand apparu dynamisé par la France
Typologie des territoires transfrontaliers en fonction de l'intensité et de la diversité des mobilités et échanges <ul style="list-style-type: none"> - Nord et Grand-Est : les territoires transfrontaliers les plus dynamiques - Frontières italienne et espagnole : territoires transfrontaliers les moins dynamiques 	Typologie des territoires transfrontaliers en relation avec les politiques communautaires <ul style="list-style-type: none"> - Nord et Est : coopération plus précoce - Frontière espagnole : dispositifs moins nombreux, espaces ruraux et urbains - Frontière italienne : protection de l'environnement alpin et méditerranéen

Sélectionner le bon plan d'une question problématisée p. 238

1. La coopération signifie la « participation à une action commune liée à des intérêts communs ». Transfrontalière signifie que cette coopération implique des acteurs de part et d'autre d'une frontière. Les limites spatiales sont les frontières françaises de l'UE.

2. "Comment" signifie par quels moyens, mais aussi par qui, à quelle ampleur et avec quelles limites.

3. Le Plan B correspond mieux à ce questionnement :

- Qui : acteurs publics et privés.
- Moyens et ampleur : projets communs des territoires transfrontaliers.
- Limites : obstacles.

Transposer un texte en croquis p. 239

1. Voir les éléments soulignés dans le texte ci-dessous.
2. Voir les parties indiquées dans le texte ci-dessous.

« **Partie 1** Le long de la frontière franco-espagnole, les Pyrénées constituent un obstacle au développement des transports et des échanges transfrontaliers. À l'exception de l'Andorre, de la Cerdagne et des littoraux, les versants sont faiblement peuplés. Du fait de la configuration géographique et du faible nombre de points de passage, flux de personnes et de marchandises et franchissements autoroutiers sont concentrés aux extrémités du massif.

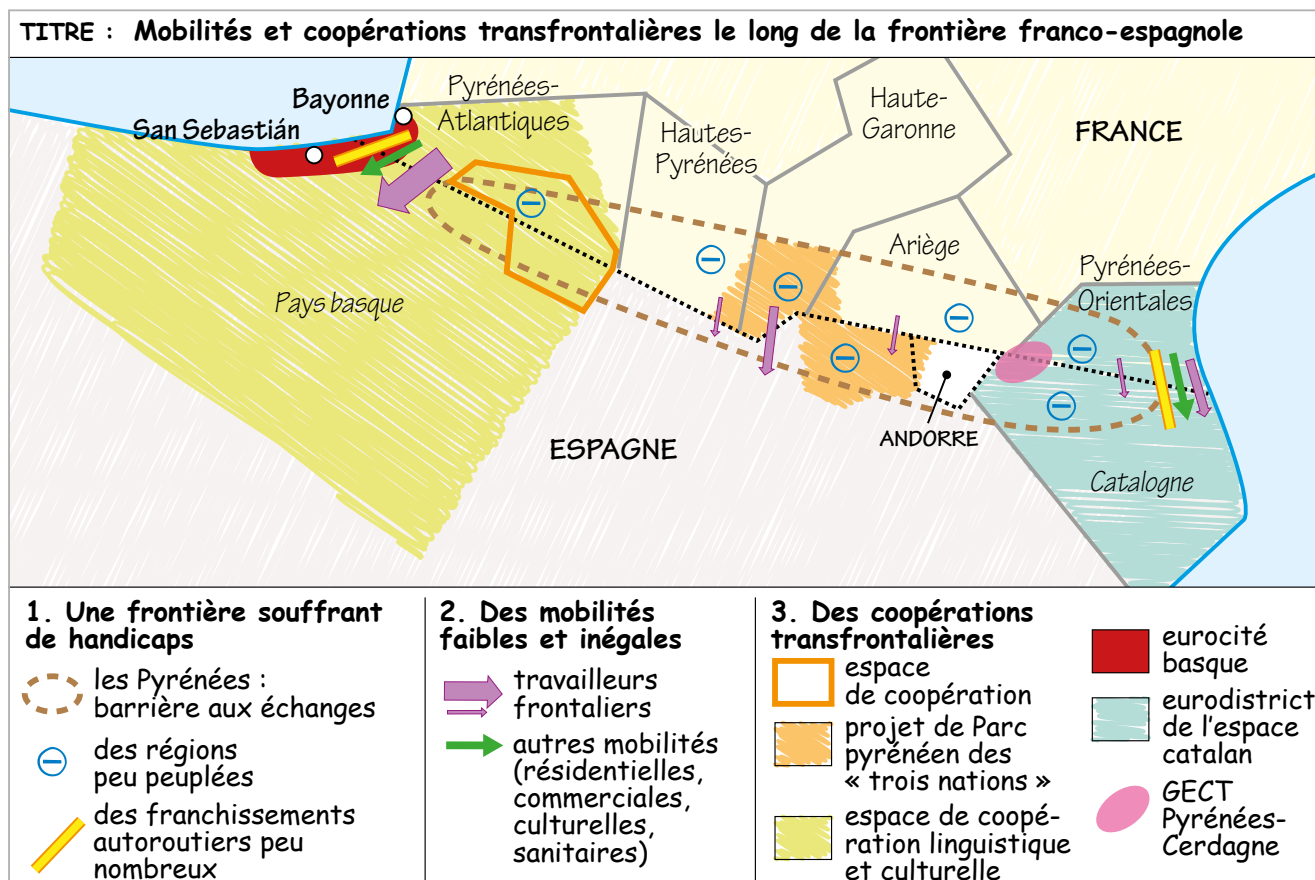
Partie 2 Les flux de travailleurs frontaliers sont très restreints par rapport à d'autres frontières : le travail transfrontalier vers l'Espagne ne concerne que 5 000 habitants. C'est dans les Pyrénées-Atlantiques que l'on trouve le plus de travailleurs frontaliers travaillant en Espagne (plus de 3 500 frontaliers). Les échanges sont concentrés le long du littoral urbanisé : migrations pendulaires d'Espagnols résidant en France (foncier moins cher) et travaillant en Espagne, pratiques commerciales, sanitaires, de loisirs. Les travailleurs frontaliers sont très peu nombreux dans les autres départements : environ 700 dans les Pyrénées orientales où les échanges sont cependant multiples (pratiques commerciales, culturelles, économiques,

familiales, etc.) et la Haute-Garonne, environ 150 en Ariège et dans les Hautes-Pyrénées.

Partie 3 Ces difficultés de franchissement n'ont pas empêché le développement d'une coopération transfrontalière dynamique au cœur de laquelle s'affirme souvent une composante naturelle et rurale. Dans une perspective de développement durable intégré, elle se développe entre différents parcs, comme entre le Parc national des Pyrénées et le Parc national Ordesa-Mont-Perdu, ou le projet de Parc pyrénéen des "trois nations" regroupant les parcs naturels régionaux des Pyrénées Ariégeoises, des Pyrénées catalanes et du versant sud en Andorre et Catalogne.

Les littoraux sont particulièrement dynamiques. Dans le Pays basque, outre l'existence de l'Eurocité Basque entre Bayonne et Saint-Sébastien, la proximité culturelle qui unit les deux versants motive de nombreuses coopérations culturelles notamment dans le domaine linguistique. Dans le territoire catalan transfrontalier, entre le département des Pyrénées-Orientales et la Généralité de Catalogne au sud, on observe de nombreuses coopérations, notamment dans le cadre du territoire de projet Eurodistrict de l'Espace catalan ou encore en Cerdagne, théâtre d'une coopération active, avec l'hôpital transfrontalier à Puigcerdà et la création en 2011 du GECT Pyrénées-Cerdagne pour structurer ce territoire rural transfrontalier. »

3. à 5.



Confronter deux documents pp. 241-242

1. « Mettre en évidence les spécificités » signifie montrer que ces territoires ont des particularités qui les rendent différents des territoires métropolitains.

2. La Réunion et Mayotte font partie des Départements et région d'outre-mer. À ce titre, les lois et règlements applicables en métropole s'y appliquent de plein droit, et ils bénéficient des mêmes politiques communautaires que les régions et départements métropolitains.

3. Comparaison avec le territoire transfrontalier France/Belgique :

Points communs : accroissement des actions de formations et d'échanges, soutien au développement économique.
Différences : métropole / territoires ultramarins, pays participant aux échanges sont des îles dans le cas de l'INTERREG Océan Indien, alors que ce sont des territoires de l'UE pour les territoires transfrontaliers métropolitains.

4. Priorités d'INTERREG V Océan Indien :

- accroître le potentiel international de recherche et d'innovation dans l'océan Indien
- soutenir le développement des échanges économiques dans l'océan Indien
- renforcer les capacités collectives d'adaptation au changement climatique et à la prévention et gestion des risques
- renforcer les capacités de connaissances et de valorisation du patrimoine naturel et culturel
- élever le niveau de compétence par le soutien aux actions de formations et d'échange.

Les problématiques communes concernent la lutte contre les risques naturels liés au changement climatique, l'aide au développement économique et le soutien aux échanges. Ce sont aussi les problématiques partagées avec les espaces transfrontaliers du territoire métropolitain, mais dans une moindre mesure pour les risques.

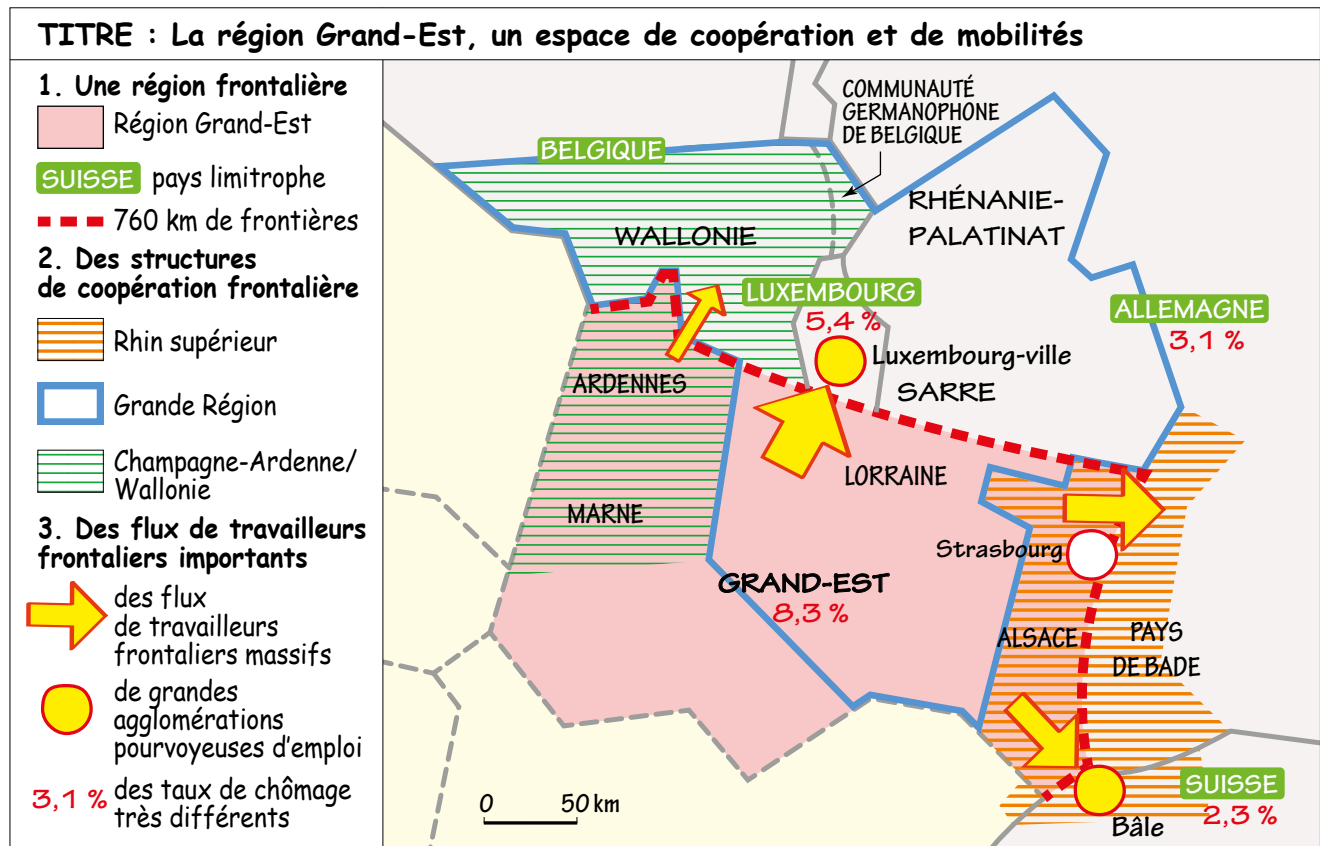
5. La priorité B est liée à l'insularité et à la volonté d'accroître l'intégration régionale de La Réunion et de

Mayotte. Les acteurs concernés sont en premier lieu les entreprises.

6. La priorité C est liée aux risques naturels aggravés par le changement climatique, qui peut se concrétiser dans des projets de recherche (doc. 2 projet a), la priorité D à la volonté de renforcer la fréquentation touristique de ces territoires pour développer l'économie locale. Ces politiques existent ailleurs en Europe : voir par exemple pour la priorité C le projet de l'Espace Mont-Blanc (doc. 5 p. 235), pour la priorité D le parc naturel du Hainaut entre la France et la Belgique (doc. 2 p. 222). Cependant, elles sont spécifiques à cette région, davantage soumise au risque de cyclones notamment et au changement climatique.

7. Les priorités A et E montrent le rôle moteur de la France au niveau régional, car elle peut impulser des projets de recherche et de formation qui seront des facteurs de développement des autres pays de l'INTERREG aussi. Le problème des qualifications et des compétences est très important à La Réunion comme dans les territoires ultra-marins français. Il explique en partie l'importance du chômage dans ces régions, mais aussi les difficultés rencontrées par les entreprises locales pour trouver du personnel compétent. Il s'agit avec la priorité E de tirer profit de la coopération interrégionale pour améliorer les compétences des jeunes diplômés.

8. Un bassin de vie est un espace plus ou moins vaste, du simple quartier à un territoire transfrontalier en passant par une ville, dans lequel les habitants effectuent leurs activités habituelles (courses quotidiennes ou plus exceptionnelles, travail, loisirs, activités associatives et culturelles), quasi quotidiennement ou du moins fréquemment. On ne peut pas dire que le territoire frontalier en question est un bassin de vie : les distances sont très grandes, les différents espaces concernés sont insulaires, très éloignés les uns des autres. Donc ce programme s'applique à un « territoire transfrontalier » d'un type particulier qui, contrairement aux territoires transfrontaliers franco-belges, franco-allemands ou franco-suisse, n'est pas un bassin de vie.



Confronter deux documents p. 243

Problématique : quels défis posent les mobilités transfrontalières de France vers le Genevois ?

Les flux de travailleurs transfrontaliers entre la France et la Suisse sont très importants dans le sens France/Suisse, en particulier au niveau du Genevois. Ces flux transfrontaliers risquent de se renforcer encore dans les années à venir, avec une augmentation d'environ 30 % des flux d'ici 2030 selon les prévisions.

On peut expliquer l'ampleur de ces migrations pendulaires transfrontalières par la densité du réseau de transport : voies ferrées, trams, autoroutes, autobus, voie de contournement de Genève. Cette dernière infrastructure a l'avantage d'alléger les embouteillages à Genève.

En effet, l'engorgement des routes aux heures de pointe autour de Genève et à Genève est déjà très fréquent aujourd'hui, notamment parce que l'utilisation de la voiture personnelle domine dans les trajets transfrontaliers.

Dans les années à venir, le problème de l'engorgement des routes risque encore de s'aggraver, avec tous les jours 15 véhicules individuels supplémentaires. Les problèmes de mobilité constituent donc un défi pour l'avenir.

Malgré la diversité du réseau de transport, les mobilités transfrontalières de France vers le Genevois restent encore centrées sur l'utilisation des véhicules personnels, et cela risque de s'aggraver, le contournement de Genève par la nouvelle voie a peut-être encore encouragé cette tendance.

Question problématisée p. 243

Sujet 1 : Quelles sont l'ampleur, les spécificités et les limites de la participation de la France aux politiques communautaires en faveur des territoires transfrontaliers ?

1. L'ampleur et les spécificités de la participation de la France aux politiques communautaires en faveur des territoires transfrontaliers

– Des territoires inégalement concernés par les politiques communautaires : les plus concernés : Grand-Est et Hauts-de-France (Lille métropole, travail transfrontalier, mobilités résidentielle, de loisirs, de consommation, échanges de marchandises)

– Spécificités :

- différents outils de la coopération : INTERREG, FEDER, GECT et eurorégions
- multiplicité des frontières françaises
- existence de territoires ultramarins qui dépassent donc les coopérations avec l'UE

2. Les limites de la participation de la France aux politiques communautaires en faveur des territoires transfrontaliers

– Cadre centralisateur de la France, mais adaptation avec les lois MAPAM et NOTRe.

– Des espaces transfrontaliers moins concernés par les politiques communautaires : frontières espagnole et italienne. Quelques projets dans les domaines de l'environnement alpin et méditerranéen (Italie : Espace Mont-Blanc), de santé (Hôpital de Cerdagne).

Sujet 2 : Dans quelle mesure peut-on dire que les territoires frontaliers français sont des « bassins de vie » ?

1. Les bassins de vie

- Grand-Est et Hauts-de-France
- Habitants de ces régions ont accès à des services et équipements plus facilement grâce à la coopération transfrontalière : bassins d'emplois (plus nombreux au Luxembourg et en Allemagne), les loisirs, certains biens de consommation.

2. Des territoires frontaliers qui ne sont pas des bassins de vie

- La Réunion, Mayotte
- Frontières italienne et espagnole
- Échanges ponctuels ou dans les territoires où les obstacles naturels freinent la coopération (Pyrénées, Alpes, Océan). Dans ces territoires, les priorités sont davantage environnementales.

Sujet 3 : Quels sont les facteurs favorables et défavorables au développement des mobilités, des échanges et des coopérations transfrontalières dans les territoires frontaliers français ?

1. Les Facteurs des mobilités

- Favorables :

- aménagements de voies et moyens de transports (voie ferrée, route) comme dans la Grande Région
- agences de l'emploi mixte (exemple région Grand-Est et Allemagne)
- discontinuités (démographie, emplois)

- Défavorables

- Barrière de la langue
- Obstacles naturels : massifs montagneux (Alpes, Pyrénées avec Italie et Espagne), océan pour les territoires ultramarins

2. Les facteurs des échanges

- Favorables : aménagements de voies et moyens de transports (voie ferrée, route, voies fluviales, comme dans la Grande Région)

- Défavorables : obstacles naturels : massifs montagneux (Alpes, Pyrénées avec Italie et Espagne), océan pour les territoires ultramarins

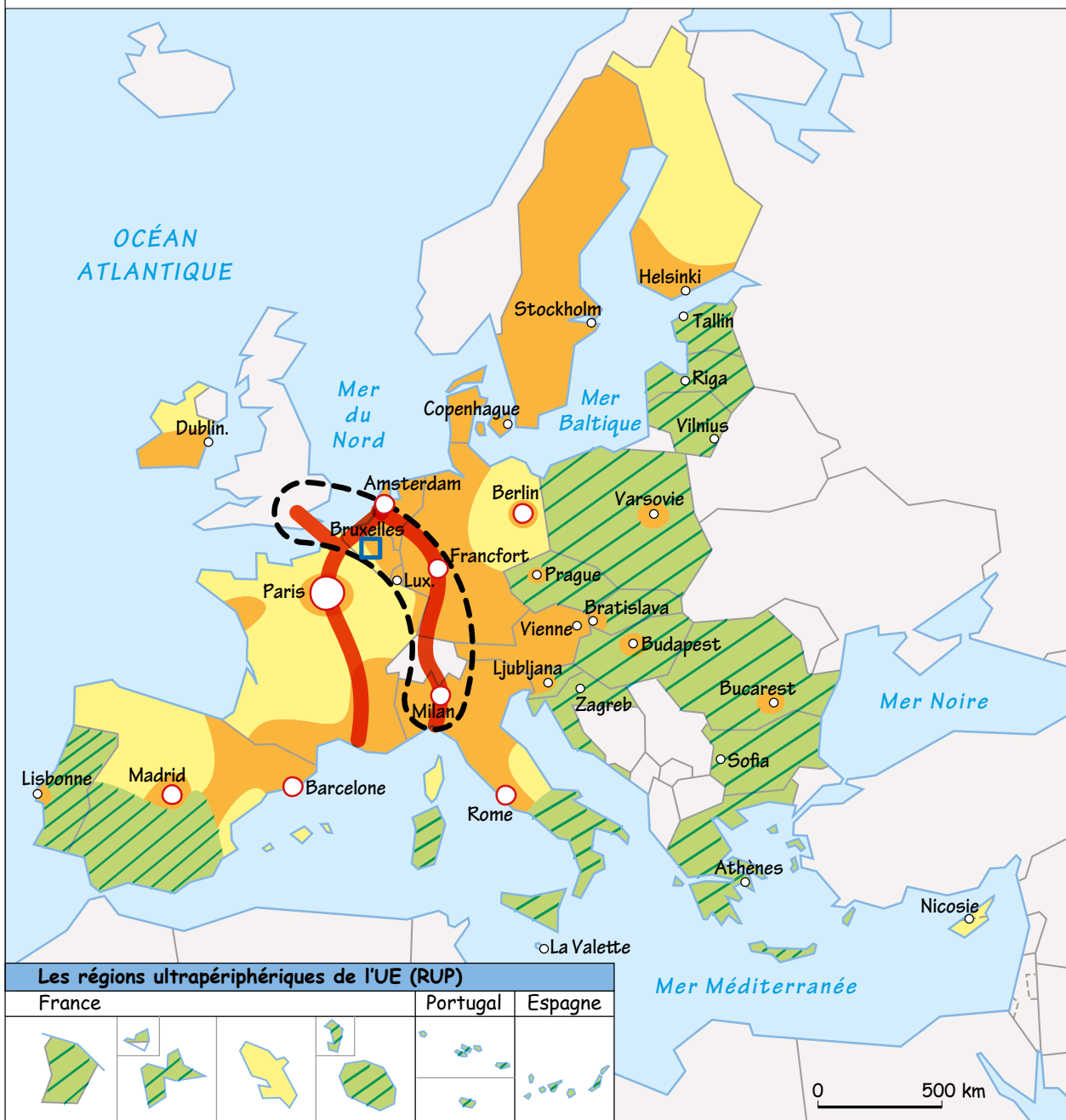
3. Les facteurs des coopérations transfrontalières

- Favorables : financements et gouvernance de projets dans le cadre de l'UE : FEDER, INTERREG, GECT, Eurorégions

- Défavorables : système français centralisé mais adaptation avec les lois MAPTAM et NOTRe

1 Connaître les principaux contrastes territoriaux de l'UE et la géographie de la politique de cohésion

TITRE : Contrastes territoriaux et politique de cohésion dans l'UE



1. Des disparités de richesse

PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'UE

supérieur à 90 % de la moyenne de l'UE

de 75 % à 90 % de la moyenne de l'UE

inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE

2. Des espaces plus ou moins ouverts sur le monde

ville globale

métropole

mégapole européenne

axe de transport majeur

3. Des politiques en faveur des régions les plus pauvres

Bruxelles, centre de la politique de cohésion

régions les moins développées, principales bénéficiaires des aides

② Connaître le vocabulaire du thème

1B, 2E, 3G, 4D, 5H, 6F, 7A, 8C.

③ Définir un terme : mobilité

Type de mobilité	Facteur favorisant cette mobilité
résidentielle	discontinuité de prix
de loisirs, touristique	paysage, patrimoine
professionnelle	discontinuité d'emplois, discontinuité de salaires
commerciale	discontinuité de prix
sanitaire	éloignement des soins

④ Connaître les dynamiques de l'Union européenne et des territoires transfrontaliers français

1	Faux	Les pays du Nord-Ouest de l'UE sont mieux intégrés que les pays du Sud et les PECO
2	Faux	Les régions Hauts-de-France et Grand-Est sont beaucoup plus dynamiques que les régions des frontières italienne et espagnole.
3	Vrai	Ils améliorent l'accessibilité des territoires et facilitent les flux de personnes et de marchandises
4	Vrai	Les mobilités sont supérieures dans la Grande Région et avec la Belgique et le Luxembourg car facilitées par le réseau de transport varié et performant alors qu'avec l'Italie et l'Espagne, la barrière des massifs montagneux rend les communications plus difficiles
5	Faux	Les relations entre États sont nombreuses : le commerce intracommunautaire représente par exemple 64 % du commerce de l'UE.
6	Vrai	Ils sont favorisés par la libéralisation des échanges de marchandises, la monnaie unique et les accords de Schengen. Par exemple, le nombre de travailleurs frontaliers français a presque doublé depuis 1990.
7	Vrai	C'est pourquoi les régions dont le niveau de développement est le moins élevé touchent le plus de fonds.
8	Vrai	Ils touchent des domaines variés : agriculture (PAC), développement rural (FEADER), transport et environnement (fonds de cohésion), emploi, formation et inclusion sociale (FSE), etc.
9	Faux	Voir par exemple la concentration des exploitations due à la PAC.
10	Vrai	Elles favorisent les économies locales, mais ont un impact sur l'augmentation des prix de l'immobilier.

⑤ Comprendre la typologie des espaces transfrontaliers

Voir Géographique 2 p. 227 du manuel pour la correction de cet exercice.